

COMBAT SYNDICALISTE

Bimestriel de la Confédération Nationale du Travail
Section de l'Association Internationale des Travailleurs

La Lettre du C.D.E.S. Midi-Pyrénées - ISSN 1240-0009 CPPAP 72171 - Numéro spécial 74- Mai 2002 - 0.5 Euros

La crise qui débute démontre que la société a besoin d'un changement profond

L'ABSTENTION MAJORITAIRE

Le 21 avril, onze millions de personnes se sont abstenues. Plus d'un million ont voté blanc ou nul. Le nombre d'abstentionnistes est supérieur au double du nombre de voix recueillies par le candidat qui arrive en tête du scrutin (5 millions seulement). C'est la première fois que l'abstention est numériquement majoritaire aux présidentielles. Ce n'est pas simplement un véritable camouflet infligé à Chirac, Jospin et aux politiciens dans leur ensemble. C'est surtout la marque du rejet massif de la logique politicienne; cette abstention ayant été, pour une large part, volontaire.

LA PEAU DE L'OURS

Forts de la manipulation des esprits à laquelle elle a participé (sur le thème de l'insécurité), de sa main mise sur les rouages de l'état (gouvernement, préfets, radios et télévisions dites de service public ...) de ses nombreux relais (syndicats institutionnels, associations contrôlées...) les socialistes et leurs alliés avaient vendu la peau de l'ours électoral avant de l'avoir tué. Toutes les fractions de la gauche et de l'extrême-gauche politicienne ont voulu compter leurs voix, évaluer leur influence.

Elles ont toutes présenté un candidat. Pourquoi ? Pour pouvoir négocier au prix fort les strapontins ministériels dans le prochain gouvernement ! Cet éparpillement a coûté sa deuxième (et même sa première) place à Jospin.

La course effrénée au partage du butin de toute cette politicaillerie a été sanctionnée. Mais, sur ce point, les politiciens, les commentateurs politiques et les médias sont discrets : ils réservent leurs attaques, violentes et quotidiennes, aux abstentionnistes. Ils ont très peu souligné la responsabilité de ceux qui ont divisé leur propre camps. Ils oublient de dire qu'il aurait suffi qu'une seule des fractions de la gauche plurielle S'ABSTIENNE de présenter un candidat pour que Jospin "passe" au deuxième tour !

UN CHOC

Rue de Solférino (siège du PS), les médias, avec un art consommé de la mise en scène, nous ont montré le bouleversement des militants. Ceux que ni les licenciements, ni les expulsions, ni la misère, ni les bombardements de Belgrade ou l'anéantissement des camps de palestiniens n'ont jamais fait pleurer n'avaient, tout d'un coup, pas assez de larmes devant la démission de Jospin.

Bien plus intéressante est la réaction d'une rue qui ne désemplit

pas de jeunesse, choquée, déboussolée, mais sincère dans sa réaction "tripale". Confusément, elle ressent l'affligeante absurdité du monde dans lequel elle vit, sans parvenir -au moins pour l'instant- à l'exprimer clairement, à en analyser les causes.

Malgré les angoisses, malgré la confusion, elle est ouverte aux interrogations et nous pouvons y apporter les éléments de critique sociale, de réflexion politique, d'analyse qui permettront son mûrissement, qui aideront ceux qui sentent déjà que le combat sera long à passer d'un simple choc émotionnel à une révolte pensée.

LE PIEGE S'EST DEJA REFERME

S'il y a une seule illusion qui n'est pas permise, c'est celle de penser que le deuxième tour et les législatives permettront de "faire barrage", et que protégé par ce "barrage", tout le monde n'aura plus qu'à partir tranquillement à la plage pour les vacances, tout danger étant écarté. Quel que soit le résultat de ces élections, on peut affirmer que le piège s'est déjà refermé sur la population. Les déclarations qui se sont succédées après le 21 avril à 20 heures, montrent que le jeu politicien

La crise qui débute démontre que la société a besoin d'un changement profond

et parlementaire a simplement franchi un pas de plus dans la perversité.

La gauche renouvelle le calcul cynique qu'elle fait depuis vingt ans. Si aujourd'hui, elle n'ose pas dire aussi clairement que le faisait le Premier ministre Pierre Bérégovoy *"Le FN est la chance historique du PS. Tant qu'il sera fort, la droite sera inéligible"*, elle compte bien utiliser la peur pour enrayer l'abstention populaire, comprimer le vote protestataire et obtenir une majorité parlementaire aux prochaines législatives (car les seuls enjeux électoraux qui l'intéressent désormais sont là). La gauche espère donc reprendre le gouvernement. Mais quel sera le résultat ?

Si elle continue la même politique (soit seule, soit dans le cadre d'une alliance gauche plurielle-UDF-divers droite), les mêmes causes produisant les mêmes effets, la misère et le mécontentement de la population ne feront que grandir. Il sera encore plus facile la prochaine fois pour l'extrême-droite de capter les électeurs, de faire un score encore plus "historique". Le choix électoral que nous préparent les politiciens "pour dans cinq ans" sera de ce fait encore pire. Vu le retournement d'alliances auquel on vient d'assister, on ne peut même plus exclure qu'ils ne viennent tous, la bouche en cœur et au nom de la sauvegarde de la démocratie, nous demander de choisir au deuxième tour entre Le Pen et Mégret !

Si par calcul, pour "se refaire" dans les milieux populaires, la gauche gouvernementale infléchit sa politique vers un peu plus "de social" (éventuellement en intégrant des ministres trotskistes, puisque des tractations sont en cours dans l'Ouest pour parvenir à des candidatures uniques de rassemblement gauche/extrême gauche) une fraction de la bourgeoisie et du patronat, qui soutient actuellement l'alliance droite/gauche autour de Chirac,

changerait aussitôt de camps et reporterait ses voix sur l'extrême droite. Le piège électoraliste fonctionne aussi dans ce sens.

Et il fonctionne aussi dans la troisième hypothèse : celle de l'alliance directe (dès maintenant, là où ce sera possible, et massivement dans cinq ans) droite/extrême droite. Car ce n'est pas tant la présidentielle actuelle que Le Pen vise que les législatives. S'il menace la droite parlementaire actuelle de la casser, par plus de 300 triangulaires, c'est pour la mettre à genoux. Et ça marche : des pourparlers entre des responsables de droite (qui soutiennent en public Chirac, sensé nous protéger) et les Lepénistes ont déjà lieu dans le Sud-Est. Il n'est pas exclu que des candidatures uniques ou des reports de voix aient lieu localement entre chiraquiens et lepénistes.

Le plus probable est que nous soyons gouvernés par une majorité qui utilisera en permanence la menace de : *"C'est nous ou le fascisme"*. Et c'est grâce à cette menace qu'ils pensent faire passer toutes leurs offensives contre les travailleurs. La peur du FN remplacera celle du chômage comme élément de pacification sociale.

L'EXTREME GAUCHE

Par aventurisme ou par tactique (avec une répartition des rôles entre les différents partis), l'extrême gauche flotte et se divise. Ce bricolage indécent participe à la psychose actuelle.

Besançon appelle ouvertement et sans réserve à voter Chirac. A peine arrivé sur la scène publique, le "plus jeune candidat", le "révolutionnaire", soutient l'homme qui fait des cadeaux au patronat, le "Supermateur", le bâfreur à 4 000 francs de bouffe par jour, le démolisseur des retraites, le représentant des nantis.

Les militants de Lutte

Ouvrière, quand on discute avec eux, sont dans des positions difficiles. Eux qui faisaient la fine bouche, en renvoyant fièrement, dans la perspective d'un duel Chirac/Jospin les deux candidats dos à dos ! Laguillier rejette l'abstention et appelle à voter blanc ou nul. Voter, blanc ou nul, c'est accepter le jeu électoral, c'est accepter la procédure qu'on nous impose, même quand elle donne le résultat que l'on voit ! C'est apporter clairement sa caution morale à tout ce qui sortira des urnes.

Les camarades trotskistes, ayant mis le doigt dans le cirque électoral, sont en train d'y passer progressivement tout entier et leurs "idées" révolutionnaires connaîtront le même sort que celles de tous ceux qui sont passés par là : radicaux, socialistes, communistes.

LES ELECTIONS PASSENT, LES PROBLEMES S'AGGRAVENT

La logique parlementaire et les jeux politiques de conquête du pouvoir, amènent à un compromis républicain c'est-à-dire antisocial. Ce qu'ils veulent sauver, sous les noms de "démocratie" et "république", c'est l'ensemble du système politique, idéologique et économique qui perpétue l'exploitation.

L'exclusion, les licenciements, le manque de libertés, l'arsenal répressif, les conflits armés, la mondialisation libérale, l'exploitation du tiers monde, les pollutions, ... augmentent quelques soient le gouvernement car ils sont tous à la botte du capital. En appelant à voter et à soutenir le système parlementaire anti-démocratique, la gauche et l'extrême gauche ont oeuvré à déshabituer les travailleurs à lutter pied à pied, par la grève et l'action

SUITE PAGE 5

CNT**AIT**

Communiqué

Au vu du résultat du premier tour des élections présidentielles et notamment du score des abstentions (12 millions d'électeurs), il est clair que, quelle que soit l'issue du 2ème tour, le pouvoir mis en place ne sera représentatif que d'une minorité. Ce pouvoir sera illégitime. Quel que soit l' élu il mènera sur le fond la même politique : celle du capitalisme. C'est la politique de l'exploitation du travail, celle qui mène à la misère sociale. L'exploitation et la misère ne vont cesser de s'aggraver.

La montée de l'extrême-droite dont sont responsables l'Etat et les médias a fortement choqué la population et a provoqué une angoisse énorme. Ceci permet au pouvoir un chantage sans précédent qui repose sur cette peur collective. Or, on ne peut raisonner et s'exprimer librement sous l'emprise de l'angoisse et de la peur. L'instrumentalisation du FN par le pouvoir, pour organiser ce chantage électoral, est évidente. Que nous dit le pouvoir ? Que le FN est irrespectueux des principes de la démocratie. Pourquoi ne l'a-t-il pas alors interdit ? Pourquoi l'a-t-il encouragé et continue-t-il de le faire ?

Nous dénonçons tout cela par notre abstention qui sera consciente et responsable. Consciente, car la crise qui débute démontre que la société a besoin d'un changement profond ; responsable, car l'implication de tous sera nécessaire pour mener à bien ces changements.

Depuis le 21 avril, discussions et débats se succèdent dans les quartiers et les entreprises. Voter ne servirait qu'à nous endormir d'abord et à légitimer l'arbitraire ensuite.

Continuons de débattre. Organisons nos assemblées et la solidarité internationale. Préparons les conditions de l'autogestion et de la démocratie directe. Contre ce processus fasciste engageons sans perdre de temps le processus de la révolution sociale et libertaire.

CNT-AIT Toulouse. ♦

S'abstenir, est-ce favoriser le fascisme ?

"Les socialistes et les communistes disent que nous abstenir aux élections, c'est favoriser le fascisme. Mais, comme nous avons toujours dit que l'Etat est un instrument d'oppression au service d'une caste, nous restons fidèles à nous-mêmes ... Aussi disons nous clairement à la classe ouvrière qu'il n'y a plus qu'un seul dilemme: ou mourir comme des esclaves modernes ou vivre comme des hommes dignes, par la voie directe de la révolution sociale."

Buenaventura Durruti, 1932

AUX ORPHELINS DU POUVOIR :

LA REVOLTE GRONDE

Choc, séisme, honte, a-t-on entendu ici et là. Les élections sont vraiment des pièges à cons. La gauche en fait les frais, la droite se démasque.

Nos démocrates sociaux peuvent bien fustiger les abstentionnistes (plus de 27 %, bravo) ou les votes "protestataires", la vraie responsabilité de leur déconfiture c'est dans leur propre incapacité à s'organiser autour d'un candidat qu'ils la doivent. De plus, ils n'ont fait que prolonger l'action de la droite en gérant le capitalisme à sa place, ça n'est pas nouveau.

La véritable insécurité, ils l'ont créée en laissant les patrons et autres libéraux "bon chic bon genre" mettre la tête sous l'eau à plus de cinq millions de personnes (sous le seuil de pauvreté, plus les foyers sur endettés...). Les valse hésitations des chiffres du chômage ne sont que cache-misères qu'utilisent tous ces technocrates imbus de "représentativité républicaine" pour faire avaler leur impossibilité de combattre l'exploitation capitaliste : leur fameux "pragmatisme économique" ! Les collabos les plus subtils de cette défaite historique des "forces démocratiques" (?) sont également les grands syndicats institutionnels, toujours prompts à étouffer tout mouvement social devenu "incontrôlable" et politiquement incorrect ... Notat et Chirac ?

Bien sûr, les sirènes d'un front républicain retentissent. Mais, qu'en est-il du combat social ? L'objectif de renversement des pouvoirs ne devrait-il se réaliser que dans la résistance à une dictature d'extrême droite ? Nous pensons que seule la révolution sociale y parviendra. Un Chirac ragaillard par un vote sans âme ne fera que la justifier à nouveau.

Nos drapeaux sont noirs de notre peine, ils sont rouges de nos luttes.

Pour la grève générale.

Section CNT-AIT, Blagnac ♦.

Le "travail" des médias

UN PARTI COMME LES AUTRES :

Un de nos lecteurs nous fait part du dialogue véridique qu'il a eu avec RMC :

- Allô RMC ? Pourquoi vous avez invité Le Pen aujourd'hui ?
- Parce que c'est un parti comme les autres.
- Mais, si c'est un parti comme les autres, pourquoi vous dites qu'il est fasciste et pourquoi vous appelez à voter Chirac ? ♦

UNE RADIO COMME LES AUTRES

Entendu sur France Info (en gros): *"Pour le deuxième tour, la stratégie de communication, mûrement élaborée par Le Pen, repose sur les médias. Il ne fera que deux meetings. L'image qu'il donne dans les meetings a été jugée trop dure par ces conseillers-image, alors qu'à la télé et à la radio, il apparaît modéré, posé et très séducteur."* Le même jour, l'invité de France info était ... Jean Marie Le Pen. et France Info est (encore) une radio d'état... ♦

INSECURITE :

Un lecteur nous faxe cette coupure de presse. Ces quelques lignes sont parues dans "L'Yonne Républicaine" du vendredi 26 avril.

"CINQ VOITURES INCENDIEES"

"Dans la nuit de mardi à mercredi, les pompiers d'Auxerre sont intervenus peu après trois heures du matin place Corot où cinq voitures étaient en train de brûler. La police qui s'est également rendu sur les lieux a commencé une enquête qui lui a permis d'interpeller, hier jeudi à 16 heures, un auxerrois âgé de 60 ans. L'homme a été placé en garde à vue."

Alors qu'ils nous bassinent avec "l'insécurité" aucune télé, aucun journal n'a repris cette information en lui donnant la place qu'elle aurait mérité. Quand c'est pépère, blanc, sécuritaire, qui fout, à 60 balais, le feu à des bagnoles, ce n'est pas intéressant pour les médias ! Pas plus que l'information suivante :

30 VOITURES BRULEES A RILLEUX LA PAPE

Peu avant les élections, une trentaine de voitures ont été brûlées à Rilleux La Pape, dans le 69. Les incendiaires ont fini par se faire prendre : c'était des sympathisants du Front National. Cette information est également passée inaperçue dans la presse. Comme c'est curieux.

A Toulouse également, dans plusieurs quartiers dits sensibles, nous avons observé une série de dégradations de voiture (vitres brisés à coup de pierre, pneus crevés en série...) depuis quelques semaines, dans cette période électorale. Après Auxerre, Rilleux, Toulouse? ♦

Dans le monde

Au Brésil, ce sont les élections "Fédérales" qui battent leur plein. La COB (section brésilienne de l'Association Internationale des Travailleurs, dont la CNT est la section en France) peu sensible aux sirènes électoralistes a lancé une campagne pour l'abstention au moment où démarrait le "sommet social de Porto Alegre".

Dans ce pays qui a longuement souffert de la sauvagerie des dictatures militaires, un des enjeux de ces élections est de faire accepter à la population la politique du FMI et le remboursement de la dette. Peu ou prou tous les partis politiques sont d'accord là-dessus.

La COB a constaté que parmi les délégations présentes à Porto Alegre, certaines représentaient directement des gouvernements qui exigent le remboursement de la dette de l'état brésilien, lequel remboursement précipiterait encore un peu plus la population dans la misère. Elle a donc à la fois dénoncé le pseudo "sommet social" et la politique électoraliste. Après l'Argentine, où la révolte populaire a été précédée par des scores records d'abstention (40 %) , au Brésil c'est autour de ce thème et de la dénonciation des politiciens que la contestation se radicalise. La campagne abstentionniste se heurte à la violence de l'état et de certains partis de gauche qui n'hésitent pas à tirer sur les militants abstentionnistes. Mais le peuple ne veut plus ni de la dictature militaire ni de celle de l'argent-roi. ♦

SOUVENIRS, SOUVENIRS ...

"Comment voulez-vous que le travailleur français, qui travaille avec sa femme, qui ensemble gagne environ 15 000 francs et qui voit sur le palier, à côté de son HLM, entassé, une famille avec un père de famille, trois ou quatre épouses et une vingtaine de gosses et qui gagne 50 000 francs de prestations sociales sans naturellement travailler. Si vous ajoutez à cela le bruit et l'odeur, et bien, le travailleur français sur le palier devient fou. Et ce n'est pas être raciste que de dire cela. Nous n'avons plus les moyens d'honorer le regroupement familial, et il faut enfin ouvrir le grand débat qui s'impose dans notre pays, qui est un vrai débat moral, pour savoir s'il est naturel que les étrangers puissent bénéficier, au même titre que les français, d'une solidarité nationale à laquelle ils ne participent pas puisqu'ils ne payent pas d'impôts."

Jacques Chirac, Président de la République, intervention télévisée. 1991 ♦

POURQUOI ?

Le gros problème du moment, celui du duel Le Pen-Chirac, appelle un jeu de questions/réponses légitime:

* Chirac vaut-il mieux que Le Pen ?

Depuis quand classe-t-on la merde? Et si le duel opposait Mégret à Le Pen, est-ce qu'on s'amuserait à faire une comparaison entre les 2 fachos pour savoir pour qui voter? Certes, on est déjà habitué à Super menteur depuis 7 ans, on connaît bien sa manière de faire et c'est toujours mieux que Le Pen... Combien de temps va-t-on continuer à réagir ainsi?! « *C'est lui le moins pire, donc je vais voter pour ce candidat* ». Une fois élu, le « moins pire » commencera par quelques réformes à 0,01 € et enchaînera vite par faire son petit business avec ses potes, voyager aux frais de la princesse et c'est encore nous qui allons payer la facture!

* Chirac président ?

Voter Chirac, c'est voter pour les charters, les matraques, pour le patronat tout-puissant et l'Europe des profits, du chômage, du nucléaire...

En 1976, il lançait au cours d'un débat « *Comment se fait-il que l'on ne sache pas résorber le chômage alors que la France compte plus d'un million d'immigrés* »...

En 1995, il déclarait « *Comment voulez-vous qu'un honnête travailleur français qui gagne le SMIC soit indifférent en voyant une famille d'immigrés en face de chez lui(...) qui gagne 50000 frs d'allocations en n'allant pas travailler... Si à cela on ajoute le bruit et les odeurs, il y a de quoi être démotivé... Et ce n'est pas raciste que de dire ça* ».

Voter Chirac, c'est voter pour l'application du programme du FN. Sous couvert de dénoncer le fascisme, Chirac applique point par point (mais plus discrètement que le gros porc) les idées Lepéneuses.

Voter Chirac c'est faire le jeu de l'extrême-droite!

* 17% aux élections, le FN en progression ?

Si la propagande médiatique visant à créer un « sentiment d'insécurité » (on se souviendra tous des 10 mn de reportages sur TF1, une semaine avant les élections où étaient montrées des images d'un type se faisant massacrer par plusieurs personnes: informations ou propagande??) et les discours des politicards ont rempli leur rôle et favorisé la montée de la peste brune, il est sûr que 10% au moins de cet électorat bouseux voulait réaliser par son vote un « vote contestataire ». Les inconditionnels du vote (« *j'ai toujours voté, c'est pas aujourd'hui que ça s'arrêtera!* ») qui ne savent plus quoi voter tellement ils sont écoeurés, ont le choix entre le vote blanc et le vote inutile (donner sa voix à un parti qui ne passera jamais). Il est sûr que certains doivent aujourd'hui s'en mordre les doigts! Ainsi, on ne peut exagérer en prétendant que ces 10%, inconditionnels du vote voulant « réagir » à leur manière, sont à considérer comme faisant partie des fameux 30% d'abstention, faisant partie du camp des blasés, des déçus et des exaspérés par les promesses électorales non tenues.

* 30% d'abstention: un record !

Depuis le temps que les politicards se foutaient de notre gueule, il fallait bien qu'un jour ou l'autre ça leur retombe sur la gueule. A faire des perpétuelles promesses non-tenues, à toujours magouiller pour leur profit personnel, ces 30% sont une **claque** inespérée qui exprime un malaise non-dissimulable. Qui oserait nier que « ce qui ne s'est jamais produit durant la V^{ème} république », que ces 30% d'inscrits qui ne se déplacent même plus jusqu'au bureau de vote tellement on se fout de leur gueule quotidiennement, **qui oserait nier qu'il y a un problème ?**

* 30% d'abstention + 10% de « faux-fachos »: c'est tout ?

Il est remarquable de voir que l'extrême-gauche s'en est sorti avec 13, 3% des voix. Mais on ne pourra nier que la moitié au moins de ces électeurs ont ainsi voté afin d'exprimer leur ras-le-bol de la gauche-poubelle et de son gouvernement démagogue qui flirte avec le ridicule: 16, 1% des suffrages exprimés!

Il ne faut pas se plaindre que Chirac lorgne de plus en plus vers l'extrême-droite, c'est à cause de la gauche qui a prit la place du RPR! Depuis 5 ans de gouvernement PS, rien n'a changé: les matraques ont le mêmes goût, le nucléaire, le chômage et la main-mise du patronat sur nos vies sont identiques!

Avec 30% d'abstention et presque 20% de « votes contestataires », on ne peut abuser en déclarant que près de la moitié des inscrits sur les liste électorales sont du camp des déçus, des blasés et des exaspérés!

COMMENT ?

Face à une grave crise de la « démocratie » représentative et à l'incapacité des élus de tout bord de résoudre les problèmes sociaux, il est nécessaire d'avancer d'AUTRES SOLUTIONS...

* L'abstention, cause d'un second tour désastreux ?

On crie haut et fort que les abstentionnistes sont la cause de la « victoire » des idées racistes. Est-ce que 30% des inscrits qui ne se déplacent pas à l'urne jeter leur petit papier dedans sont responsables de la promotion des idées crasseuses? Le racisme, le sexisme, la xénophobie et l'homophobie se combattent tous les jours, au quotidien, et non aux élections représentatives, ce simulacre de démocratie. Les 30% d'abstention ne sont en rien impliqués dans le sinistre record des idées fascistes, record qui était à peu de choses près le même en 1995 (15, 3% de votes pour le FN, contre 16, 9% en 2002). Ces « électeurs partis en vacances », ceux qui en ont ras-le-bol d'être « représentés » par des cons incompetents leur faisant des sourires avant les élections et leur tournant le cul une fois élus, ces abstentionnistes ne sont pas responsables de l'arrivée de La Pine au second tour. Ils sont responsables de quelque chose, oui! Ils sont responsables de la monumentale claque foutue à tous ces démagogues, ceux-là qui nous « comprennent » si bien.

Cependant, l'abstention ne sert à rien si elle n'est pas suivie d'autres réactions.

On ne peut pas éternellement voter un coup PS et un coup RPR pour contrer le danger de l'extrême-droite. Des solutions s'imposent...

* Abstention? Oui, mais active !

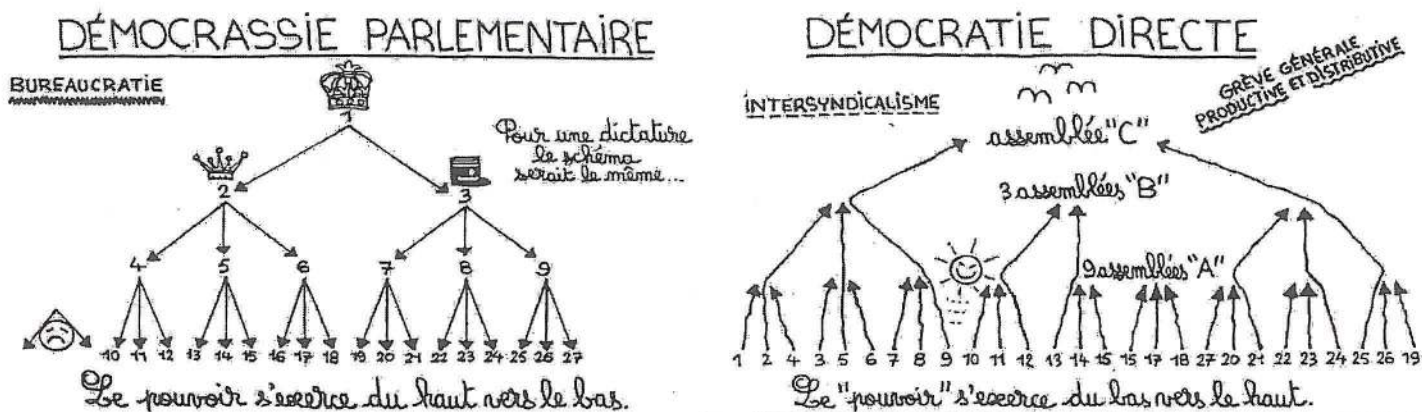
Il est efficace de prôner l'abstention active, c'est à dire de prendre ses affaires en main par le biais de l'autogestion, de la démocratie directe et surtout arrêter de déléguer sans cesse et sans contrôle son pouvoir, sa « voix ». **Marre de voter pour des élus à qui l'on présente sur un plateau d'argent les clés du pouvoir, de la décision sur nos vies et de notre quotidien!**

En 1995, HiroChirac faisait péter des bombes nucléaires alors même que seulement 20% de ses électeurs l'approuvait. Plus de 90% de la population était CONTRE: comment se fait-il qu'un « élu du peuple », un soit-disant « représentant » fasse des choses que les « représentés » désapprouvent?

Parmi les solutions proposées pour s'organiser autrement, la restauration du mandat impératif est intéressante: les élus sont mandatés pour faire quelque chose décidé **collectivement** en Assemblée Générale, où tout le monde aura son mot à dire, et si celui-ci ne respecte pas ce pourquoi il a été élu, il est révocable à tout moment!

* L'abstention, c'est bien, mais l'autogestion: c'est mieux!

L'autogestion, c'est l'absence de dirigeants qui font ce qu'ils veulent. La démocratie directe répond à un besoin pressant d'une population qui en a marre de « subir » les décisions de chefs irresponsables et privilégiés; elle seule est véritablement démocratique et permet d'être chaque jour impliqué dans la vie locale et régionale: par le biais d'assemblées de quartier, d'entreprises, de lycées... tout le monde s'exprime et on aboutit à un projet commun, mis en place par l'intermédiaire de délégués, élus et révocables à tout moment...



Ce tract a été réalisé collectivement par des exaspérés qui cherchent des solutions à l'impossible choix « Le Pen-Chirac ». Un contact intéressant: Jeunes Libertaires, 7 rue St Rémésy, 31000 Toulouse.

Avis à la population.

A chaque élection suffit sa récupération

Les récents résultats du premier tour de l'élection présidentielle donnent lieu à une forte mobilisation anti-LePen. Il convient de mettre les choses au clair.

D'abord, les résultats des différents candidats, et le fait qu'un électeur sur trois ne soit pas allé voter montrent un désintérêt de la population face au cirque politique. Mais les abstentionnistes n'ont en aucun cas fait le jeu de LePen (sinon tous ceux qui sont allés voter autre chose que Jospin ou Chirac ont fait le jeu de LePen). Les véritables responsables de cette situation sont les médias et le pouvoir (1) qui ont créé une véritable psychose à propos de la petite délinquance juvénile, psychose qui a favorisé totalement le vote FN, et caché du même coup la véritable insécurité dont ils sont tous responsables : celle liée à l'emploi, à la santé, à la survie (surtout quand on habite près d'une usine)... et dont la dénonciation est seule capable de détourner une partie de la population du vote Lepéniste.

Puis vint le « sursaut démocratique » de nos dirigeants (2). Mais ne soyons pas dupes une fois de plus : La soit-disant unité antifasciste n'a jamais arrêté le fascisme. Il s'agit juste pour nos dirigeants de nous faire croire une fois encore que l'on a besoin d'eux. L'antifascisme ne signifie rien si on ne lutte pas contre la véritable cause du fascisme et contre la véritable insécurité : le capitalisme !

Tant que cela n'aura pas été compris, nous sommes condamnés à vivre éternellement des cycles de mobilisation / démobilisation totalement inutiles tandis que nos conditions de vie se dégradent chaque jour un peu plus.

Organisons nous à la base contre le pouvoir manipulateur et son monstre le fascisme.

1/ Le PS a utilisé le FN pendant 20 ans dans des buts électoralistes et en a fait ce qu'il est. Nous n'avons pas à regretter la débâcle des manipulateurs.

2/ Qu'ils oublient le reste du temps, et qui financent et vendent des armes aux pires dictatures.

La crise qui débute démontre que la société a besoin d'un changement profond

directe, contre les attaques patronales. Aujourd'hui, avec le vote Chirac, ils rompent un nouveau seuil psychologique et idéologique. Le choc qui en découle nous ouvre des perspectives. La lutte contre l'aggravation de la situation sociale doit nous inciter à l'action.

AUJOURD'HUI, NOS TACHES

Si besoin avait été de démontrer la perversité du jeu électoral, le "résultat" de ce premier tour devrait suffire. Une fraction de la population, peut-être plus importante qu'il n'y paraît, atterrée par ce qu'elle vient de découvrir, ressent le piège du pseudo-antifascisme, s'interroge sur la capacité du système parlementaire à résoudre les problèmes sociaux, se pose, confusément, beaucoup de questions fondamentales. C'est à tous ceux là que les anarcho-syndicalistes, les anarchistes, les libertaires dans leur ensemble doivent s'adresser.

Notre message sera clair. A la veille du deuxième tour, malgré l'ambiance de panique médiatico-politique montante, malgré la scandaleuse (et, on nous permettra de le dire, l'antidémocratique) "chasse aux abstentionnistes", malgré les mensonges et les calomnies dont on nous accable, nous assumons calmement et sereinement notre abstention du premier tour et nous renouvelons notre soutien fraternel à tous ceux qui ont relayé notre campagne.

Si l'abstention au premier tour a été un refus, l'abstention au deuxième tour sera une rupture. Rupture psychologique et idéologique aujourd'hui, rupture sociale demain.

Face à ce qui se profile, à l'aggravation de nos conditions de vie, à l'augmentation de l'oppression et de l'aliénation, il est indispensable de construire un rapport de force à la base. Il n'y a pas d'autre solution. Faire semblant de croire que Chirac

est le rempart de la démocratie et les législatives la solution définitive, c'est reculer pour mieux se faire manger demain.

Il faut rompre avec toute cette confusion, avec l'angoisse et le sentiment d'impuissance. Une seule affirmation permet aujourd'hui de le faire : l'affirmation claire de la rupture idéologique avec le système, dont l'abstention constitue en ce moment le symbole le plus fort. C'est le rôle de chaque individu conscient de la propager. C'est sur la capacité d'appeler, en tant qu'organisation, à l'abstention que se juge aujourd'hui le caractère révolutionnaire ou collaborationniste de chaque organisation.

L'abstention est seule capable de constituer aujourd'hui le pôle de rassemblement, le point de départ d'une dynamique de luttes, réellement antifasciste parce qu'anticapitaliste, parce qu'en totale autonomie par rapport aux stratégies parlementaristes, aux politiciens de tous bords, aux appareils syndicaux et aux autres organes de contrôle social. Dès aujourd'hui, nous devons travailler à ce qu'une résistance populaire autonome se mette en place et se développe, pour faire avancer les luttes contre toutes les formes d'oppression, contre les politiques anti-sociales. Plus que jamais, les anarcho-syndicalistes, les anarchistes, les libertaires dans leur ensemble doivent proposer les principes et les pratiques que nous avons toujours défendus et qui sont plus que jamais d'actualité : union à la base, solidarité, fonctionnement par assemblées générales, délégués avec un mandat impératif, révocabilité de tout mandaté par l'assemblée générale, action directe (c'est-à-dire action collective sans passer par des médiateurs, des relais institutionnels), désobéissance civile, grèves (ponctuelle, perlée, générale...), boycott, autogestion... Et, pour parvenir à cela : refus de toute accointance avec les patrons (refus des élections professionnelles...), refus de tout lien

avec le pouvoir (rejet de tous les partis politiques et de leurs sous-marins, rejet de toutes les élections politiques).

Toulouse, le 27 avril 2002.

Ce texte est une synthèse des discussions collectives qui ont eu lieu à la CNT-AIT de Toulouse dans la semaine du 22 au 26 avril.) ♦

CNT-AIT

**7 rue St Remy, 31000
TOULOUSE (Tel/fax 05 61 52 86 48)**

**En ce moment, permanence publique
tous les soirs de semaine à 20 h 30.**

**Samedi de 17h à 19h. Table de
presse tous les Dimanches au marché
St Sernin à partir de 10h30. Autre
table de presse : RU du Mirail.**

**Mercredi 1er Mai
Rassemblement CNT-AIT
Dalle de BELLEFONTAINE
10 heures**

**suivi d'un pique-nique à la
"Ferme des 50" à
Ramonville (lieu sous
réserve)**

**CNT-AIT
B.P. 158**

**82001 Montauban cedex
Table de presse tous les Samedis au
marché Prax Paris à partir de 10h30
- Réunion publique mensuelle (se
renseigner à la table de presse).**

**Pour en savoir plus :
[http : //cnt-ait.info](http://cnt-ait.info)**

"La Lettre du C.D.E.S"

ISSN 1240-0009 CPPAP 72171

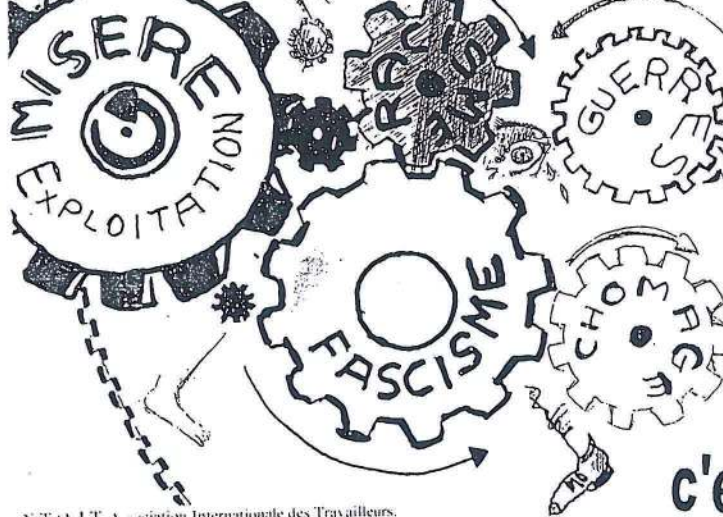
Directeur J. Pastor IMPSP CNT-AIT

Ce journal a été rédigé et réalisé et à titre
militant par des adhérents
de la CNT-AIT, chômeurs ou salariés,
après leur journée de travail.



Jeunes Libertaires
CNT

SYSTÈME D'EXPLOITATION CAPITALISTE



N.T./A.I.T.-Association Internationale des Travailleurs.
c/o Remesy, 31000 Toulouse. Tél/Fax: 0561 52 86 48

Ce n'est pas de candida
qu'il faut changer,

c'est de société !

**N'oubliez pas de
vous abonner !**

Abonnement un an :

Tarif normal : 7,5 Euros

Abonnement de soutien : 15 Euros ou plus

libellez vos chèques

à l'ordre de :

CDES, CCP 3 087 21 H Toulouse

CDES, 7 rue St Remesy
31000

Toulouse

La Lettre du C.D.E.S.

7 rue St REMESY, 31000 TOULOUSE.
ISSN 1240-0009 - CPPAP 72171 -
ROUTAGE 205

LE COMBAT SYNDICALISTE

Bimestriel Anarcho-syndicaliste de la CNT-AIT de Midi-Pyrénées
La lettre du C.D.E.S. ISSN 1240-0009 - CPPAP 72171

C N T

A I T

HOMMAGE A LA REVOLUTION ESPAGNOLE

Rassemblement,
Samedi 19 Juillet 2003, 11 heures
Allée Fédérica Montseny - Toulouse.

(L'Allée donne sur le boulevard des Récollets, entre la rue du Férétra et la Cité Empalot (Cité Daste).
Autobus lignes 38 & 53, arrêt "Récollets-Daste".

Union locale CNT-AIT de Toulouse.

19 JUILLET 36, REVOLUTION SOCIALE ET VICTOIRE SUR LE FASCISME

Mille neuf cent trente six. Le talon de fer De l'État et du capitalisme écrase l'Europe. En URSS le capitalisme d'état s'installe dans une dictature sanglante. En Allemagne c'est le cauchemar nazi. En Italie règne le fascisme mussolinien. Au Portugal, Salazar impose la terreur.

A l'opposé de cette domination bestiale qui étendra rapidement ses tentacules à tout le continent, les idéaux de liberté et d'égalité vont triompher un moment en Espagne grâce à la révolution sociale et libertaire du 19 Juillet 36.

Les militaires espagnols imbibés d'autoritarisme et de colonialisme, se sentaient un destin national de mercenaires au service des industriels et des grands propriétaires. Quand ils font leur coup d'État, le 18 Juillet 1936, ils pensaient que tout irait vite, qu'en Espagne comme ce fut le cas en Allemagne ou en Italie, la population se soumettrait à la brutalité de la force armée. C'est l'inverse qui se produisit. Contre les généraux traî-

tres il se leva dans les 24 heures un ras de marée révolutionnaire qui allait submerger non seulement les militaires fascistes mais également la bourgeoisie dominante.

Dans leur calcul, les réactionnaires et les fascistes d'Espagne avaient oublié que le contexte social de ce pays était différent du reste de l'Europe. Depuis des décennies que se succédaient dans ce pays les grèves de solidarité et que se multi-

pliaient les "aténéos" (centres culturels libertaires), il s'y était développé une culture d'auto-organisation. Les luttes dans les quartiers et dans les entreprises, menées par la base, avaient forgé une mentalité qui refusait la soumission. Les ouvriers et les paysans ne suivaient pas les politiciens. Contrairement à de nombreux pays dans ces années, le Parti communiste et le parti fasciste (en Espagne, les phalangistes) étaient groupuscules. Cette situation inédite qui a permis la première défaite historique du fascisme fut l'œuvre de l'anarchisme militant. La spécificité des militants anarchistes espagnols était d'être majoritairement issus des classes exploitées. D'origine paysanne ou ouvrière ils restaient dans leur

milieu pour y mener la lutte de classe. A l'inverse de ce qui s'est produit en France, ils ne rejoignaient pas les appareils syndicaux réformistes. Ensemble, avec leurs collègues et avec leurs voisins, ils ont construit une fédération de groupes et de syndicats qui avaient tous pour projet le *communisme libertaire* et dont le fonctionnement et les tactiques essayaient d'être en cohérence avec leurs finalités.

En conséquence, Le 19 juillet 1936 vit non seulement la défaite des militaires factieux battus par le peuple en armes mais la naissance d'une révolution sociale et libertaire. Cette journée fut historique car la force et la confiance collective furent telles que spontanément des masses d'hommes et de femmes descendirent dans la rue pour s'opposer au coup d'État. Dans la plus grande partie du territoire on vit des militaires, au départ arrogants et prêts à toutes les brutalités, reculer devant des foules décidées à ne pas se laisser faire puis finir par se rendre au premier venu.

Tout comme ils avaient gagné leur liberté, tout aussi naturellement et dans un même mouvement les paysans se réapproprièrent les

terres des grands possédants et les ouvriers prirent en main les machines. Dans les champs, surtout en Aragon, Valence et Catalogne, il y eut un regroupement des terres cultivées en commun au sein des Collectivités villageoises. Chacun était libre de participer ou pas à ces Collectivités. Mais même les plus sceptiques y adhéraient quand ils constataient que la Collectivité produisait mieux pour tous et avec moins de travail. Quant aux ouvriers catalans ils placèrent leur entreprise en autogestion et au service de tous.

Bien entendu les privilèges, les traditions et l'obscurantisme religieux furent jetés par la fenêtre. Dans le pays de l'inquisition, on eut le droit de vivre en union libre ou de divorcer. C'était dans une atmosphère de liesse, de bonheur partagé et de fraternité que le peuple marchait vers un futur plus juste et plus humain en cet été de 1936.

Cela pouvait être contagieux. La bourgeoisie ne pouvait supporter un tel exemple. Elle était consciente de l'ampleur du vide politique occasionné par la socialisation et l'autogestion des moyens de production qui ne laissaient aucune

place aux gesticulations politiques. Le *communisme libertaire* était en marche et rendait inutile toute forme de pouvoir et de hiérarchie. Le premier acte des anciens dirigeants politiques fut d'inciter les anarchistes à participer à un gouvernement de front populaire. Ceux-ci commirent l'erreur d'accepter. Certains, dont Fédérica Montseny, furent nommés ministres et ce n'est que trop tard qu'ils s'avisèrent d'avoir ainsi remis le pied à l'étrier aux adversaires de la révolution sociale. Ces derniers préféraient tout plutôt que l'émancipation sociale. Ils allaient peu à peu accomplir leur travail de sape. Les politiciens professionnels socialistes et communistes, alors qu'ils ne représentaient rien, siégèrent également dans le gouvernement républicain unitaire qui sera de moins en moins symbolique et de plus en plus réactionnaire. De plus, le capitalisme avait de nouveau un pied dans chaque camp et pouvait manœuvrer au niveau international.

Dans le camp fasciste, bien sûr, les nazis de Hitler et les *chemises noires* de Mussolini vinrent soutenir Franco. Dans le camp "démocrate", les bourreaux stalinien furent invités par les dirigeants républicains. Le but des uns et des autres était commun : écraser les libertés et liquider les militants et les conquêtes révolutionnaires. Après les journées de mai 1937 à Barcelone ceci se réalisa au grand jour. On assista alors à la répression ouverte contre les dissidents anarchistes ou marxistes, puis à la destruction des collectivités par les chars du Parti Communiste Espagnol. Ce fut la militarisation de la société. La transformation par la force de la révolution en une guerre traditionnelle, dont l'épisode culminant fut l'imbécile bataille de l'Èbre, n'apporta que du sang et des larmes.

Ce fut à l'aube de la deuxième guerre mondiale -dont elle constituait de bien des manières une répétition générale- que prit fin la république espagnole.

C'était en 1939.

Un militant.

ALLEE FEDERICA MONTSENY

"Nous sommes des hommes sans dieu, sans maître et sans patrie", aimait à rappeler Fernand Pelloutier, un des fondateurs du syndicalisme français. Nous ne pratiquons pas l'idolâtrie fut-ce envers l'un des nôtres, aurait-il pu ajouter. Militante réputée du mouvement libertaire espagnol, Fédérica Montseny joua dans "l'histoire officielle" un rôle de premier plan. C'est pourquoi une allée de Toulouse, où elle vécut longtemps, lui a été dédiée. Mais, pour nous, elle est avant tout une militante. Ni plus ni moins que chacun des centaines de milliers de militants que l'anarcho-syndicalisme a compté.

Le chemin militant est parsemé d'embûches. Poussées par les circonstances, les structures nationales de la CNT et de la FAI commirent une erreur tragique que Fédérica Montseny, avec trois autres compagnons, acceptèrent d'incarner en prenant chacun un ministère dans le gouvernement de la république espagnole. Fédérica Montseny eut le courage de reconnaître cette erreur. Elle continua le combat au sein de la CNT et de la FAI jusqu'à son dernier souffle, restant toute sa longue vie cette femme pétrie des idées de liberté, de solidarité et de justice sociale à travers qui vibrerait l'idéal libertaire.

En dehors de cette Allée qui porte son nom, rien ne rappelle à Toulouse la présence de nos compagnons espagnols. L'union locale CNT-AIT de Toulouse appelle samedi 19 juillet 03 à 11 h. à venir y rendre hommage à tous ceux, militants connus ou anonymes, qui ont écrit avec la Révolution espagnole une des plus belles pages de l'histoire de l'humanité.

F.

COLLECTIVISATIONS

L'OEUVRE CONSTRUCTIVE DE LA REVOLUTION ESPAGNOLE.

La C.N.T. d'Espagne (*Confederacion Nacional del Trabajo*, section espagnole de l'*Association Internationale des Travailleurs*) s'était construite sur un objectif : liquider le capitalisme & l'État et les remplacer par une société libre, reposant sur une économie autogérée égalitaire et solidaire.

Dès les origines de la C.N.T., les militants anarcho-syndicalistes avaient étudié la question économique et sociale, analysé les difficultés qui surgiraient inévitablement lors d'une révolution, inventé des solutions, popularisé leurs idées dans la population par de multiples discussions, conférences, publications^{*1}. Surtout, par la lutte quotidienne et une réflexion critique constante ils avaient développé à l'extrême leur capacité à conjuguer autonomie d'action individuelle et organisation fédérative.

"C'est à la campagne que la réalisation du Communisme Libertaire revêt la plus grande simplicité car elle se réduit à mettre en vigueur la Commune Libre"^{*1}, écrivait Puente.

De fait, en Aragon, Catalogne, Levant, Castille, Andalousie, Estrémadure, ... les Collectivisations se répandirent comme une traînée de poudre. En Aragon par exemple, il y avait 36 collectivités en février 37 et 57 en juin de la même année. Le chiffre de 400 fut rapidement atteint. Dans la région du Levant (Valence), on dénombrait plus de 500 collectivités en 1938. Elles eurent pour mode de fonctionnement spontané de constituer des groupes de travailleurs, qui se partageaient les cultures ou les terres. Également spontané fut la réunion des délégués élus par ces groupes dans le but d'orienter le travail général. En plus de ces réunions, de celles des groupes spécialisés dans telle ou telle tâche, avaient lieu des réunions de la Collectivité toute entière : assemblées générales hebdomadaires, bimensuelles ou mensuelles selon les cas. On s'y prononçait sur l'activité des mandatés nommés par la Collectivité, sur les cas spéciaux, sur les difficultés imprévues... Tous ceux qui avaient adhéré à la Collectivité, hommes et femmes, qu'ils fussent producteurs ou non, intervenaient dans le débat et participaient aux décisions. Souvent

même les "individualistes" (personnes qui n'avaient pas rejoint la Collectivité et qui gardaient leur propriété individuelle ; la seule limite étant qu'ils ne pouvaient avoir plus de terre qu'ils n'en pouvaient cultiver) pouvaient se prononcer et voter dans ces assemblées.

La solidarité portée au degré extrême était la règle générale des Collectivités agraires. Non seulement le droit de tous à la vie était assuré, mais dans les fédérations de collectivités le principe de l'appui mutuel était toujours plus développé grâce aux fonds communs dont profitaient les zones moins favorisées.

Les Collectivités étaient en pratique des structures qui appliquaient le grand principe communiste libertaire "*De chacun selon ses forces, à chacun selon ses besoins*". Dans les Collectivités qui avaient aboli l'argent, chaque membre recevait directement la quantité de ressources matérielles nécessaires. Là où l'argent avait encore été maintenu, c'était un salaire familial qui était versé. Des expériences de "*monnaie fondante*" (ne permettant pas la capitalisation) furent également faites. La méthode technique de répartition différait en fonction des choix faits par l'assemblée générale des collectivistes, mais le principe moral et les résultats pratiques étaient les mêmes.

La collectivisation ne s'arrêta pas

aux portes des villes. Au moment de la révolution il s'agit de "*prendre possession collective des usines, ateliers et chantiers, des logements, des édifices et des terres, des services publics et des marchandises et matières premières emmagasinées*"^{*1}. Dans de multiples industries (métallurgie, bâtiment, textile...) les usines furent collectivisées et les assemblées générales de producteurs géraient leur fonctionnement. Le travail fut rationalisé dans un objectif social. Toutes les observations démontrent que, loin de s'effondrer, la production des usines autogérées, dans ce pays en guerre, soit se maintint au niveau antérieur, soit, souvent, se développa. Dans de nombreux cas, les transports et les services (coiffeurs, restauration, distribution...) furent également socialisés et les collectivisations urbaines complétèrent leur action en créant d'autres lieux de socialisation de l'économie comme des coopératives de consommation.

Une conquête d'énorme importance dans ce pays écrasé pendant des siècles par la religion a été le droit de la femme à la vie, quelques fussent ses fonctions sociales. De même, les enfants ont vu leur droit reconnu spontanément, non comme une aumône accordée par l'État, mais comme l'exercice d'un droit que nul ne pensait plus nier.

Les Collectivités n'ont pas été l'œuvre exclusive des anarcho-syndicalistes, bien qu'elles se soient construites sur les bases préconisées par eux. L'élan que les anarcho-syndicalistes avaient su créer leur a permis souvent de recueillir la participation spontanée de personnes venues d'horizons les plus divers (socialistes, républicains ou mêmes catholiques en Estrémadure par exemple).

Les Collectivités se heurtèrent à de nombreux obstacles, dus à l'op-

position que leur manifestaient certains propriétaires mais surtout l'ensemble des partis et les organisations syndicales conservatrices (socialistes, républicains, communistes...^{*2}) et bien sûr le gouvernement. Cependant, les échecs furent peu nombreux. Dans ses enquêtes, Gaston Leval^{*3} qui s'est particulièrement intéressé à la question déclare "J'ai rencontré seulement deux insuccès : celui de Baltana et celui d'Ainsa, au nord de l'Aragon".

Les Collectivités ne furent vaincus que la force militaire. A la fois celle des troupes fascistes de Franco qui détruisaient les Collectivités au fur et à mesure de leur avancée et, à l'intérieur des frontières de la république par les bataillons du Parti Communiste. Ce dernier équipé et soutenu financièrement par Staline avait constitué des brigades (*Brigade Karl Marx* dans la province de Huesca, *Brigade Maria Companys* dans celle de Terruel...) qui, loin de combattre l'armée de Franco^{*4} lançaient leurs chars d'assaut contre les paysans désarmés des Collectivités.

Ecrasés par la force brutale, les Collectivistes espagnols ont cependant démontré pendant des mois, à la face du monde, en plein XXème siècle qu'une autre économie et qu'une autre société étaient réellement possibles.

Francesito

^{*1}. Une des plus connues fut la brochure "El Comunismo Libertario" d'Isaac Puente, publiée en 1932. ^{*2}. Le POUM lui-même, quoique composé de marxistes hétérodoxes, opposés à la fois à Staline et à Trotski, ne bascula dans le camp de la révolution qu'après avoir été exclu du Gouvernement de la Généralitat Catalane. En juin 37 un manifeste de sa section aragonaise attaquait encore les Collectivités. ^{*3}. Gaston LEVAL, "Ne Fraco Ne Stalin, le collettivita anarchiche spagnole nelle lotta contro Franco e la reazione staliniana", Milan, 1962. L'essentiel de cet article (en particulier les exemples et les chiffres) est tiré de cette source. ^{*4}. Elles refusèrent par exemple de participer à la bataille pour la reprise de Huesca et désertèrent dans celles de Vinel del Rio et d'autres communes de la région carbonifère de Utriglios.

REFLECHIR AU SOLEIL

Le camping de la CNT-AIT de l'Union Régionale Midi-Pyrénées se déroulera du 3 au 10 août 03. Il succédera à celui des Jeunes Libertaires (du 30 juillet au 3 août). Ces campings offrent l'occasion de multiples discussions dans un environnement agréable. Les personnes intéressées peuvent contacter soit le journal soit l'U.R. (adresses ci-dessous).

Le Combat Syndicaliste "La Lettre du C.D.E.S"

7 rue St Remésy, 31000 Toulouse

ISSN 1240-0009 CPPAP 72171

Directeur J. Pastor IMP.SPE CNT.AIT

Ce journal a été rédigé et réalisé et à titre militant par des adhérents de la CNT-AIT, chômeurs ou salariés, après leur journée de travail.

Union régionale Midi-Pyrénées :
CNT-AIT, BP 158
82001 Montauban Cédex

Vous pouvez également nous lire sur

<http://cnt-ait.info>

(site animé par la CNT-AIT
d'Auxerre et de Toulouse)

EXPEDITEUR :
LE COMBAT SYNDICALISTE - LA LETTE DU CDES
7 RUE ST REMESY, 31000 TOULOUSE
N° SPECIAL 81 BIS
ISSN 1 240 - 0009 CPPAP 72171
ROUTAGE 205

DESTINATAIRE :

Le chiffre qui figure au bas de l'étiquette indique la situation de votre abonnement. Si ce chiffre est inférieur à 81, vous êtes en retard. Pensez à vous réabonner ! Merci.

Abonnement normal : 7.5 euros.

Abonnement de soutien : 15 euros et plus.

Libellez vos chèques à l'ordre de :

C.D.E.S. - CCP : 3 087 21 H TOULOUSE

Adressez vos abonnements à :

CDES, 7 rue St Remésy, 31000 Toulouse

Nom Prénom

Adresse

Appt (si nécessaire) Code postal

Ville